



**Fondation Ivoirienne pour les
Droits de l'Homme et la vie Politique**

CONFERENCE DE PRESSE DE LA FIDHOP ET GRADDH-AFRIQUE A PARIS LE 10/01/2021

EXPOSE LIMINAIRE :

1. La présente Déclaration, la première de l'an 2021, est le résultat de plusieurs grandes réunions, en Assemblée Générale (AG), d'une cinquantaine de membres statutaires de la **Fondation Ivoirienne pour l'observation et la surveillance des Droits de l'Homme et de la vie politique (FIDHOP)**, à environ 90%, et de membres du **Groupe de Réflexion et d'Actions pour la Démocratie et les Droits de l'Homme en Afrique (GRADDH-AFRIQUE)**, à 10%. Tous résidents dans les pays où se trouvent implantées les deux structures ; à savoir : en ITALIE, en FRANCE, au Royaume-Uni, en BELGIQUE, en SUISSE, en SCANDINAVIE (DANEMARK/SUEDE), en ALLEMAGNE, en TUNISIE, au MEXIQUE, au CANADA, aux ETATS-UNIS et en CÔTE D'IVOIRE.

2. L'Assemblée Générale a insisté sur la précision suivante : la FIDHOP n'est certes pas membre de la coalition de l'opposition ivoirienne dite Ensemble pour la Démocratie et la Souveraineté (EDS) ; comme c'est le cas pour GRADDH-AFRIQUE qui est membre-fondateur de EDS ; cependant, après les débats d'idées, **tous les membres des deux structures, de façon unanime, se sont accordés sur les décisions ci-après et soutiennent fermement le Président-Fondateur, Dr BOGA Sako Gervais, dans les positions adoptées et publiées dans cette Déclaration.**

3. L'AG combinée FIDHOP/GRADDH-AFRIQUE a d'entrée de jeu conseillé le Dr BOGA **de ne point démissionner de la plateforme EDS** – puisque cette hypothèse a été envisagée – ; car, bien qu'étant de la Société civile, notre présence au sein de cette coalition de l'opposition, dont nous avons beaucoup contribué à la mise en place, aux côtés de Feu le Professeur Aboudramane SANGARE, est une position très stratégique. Elle permet à GRADDH-AFRIQUE et à son Président-Fondateur, en tant que 5^{ème} Vice-président de EDS en charge de la Démocratie et des Droits de l'Homme, **d'influencer les décisions et les actions des politiques en faveur du respect des principes démocratiques et des Droits de l'Homme.**

I- A PROPOS DU BILAN DE LA LUTTE CONTRE LE 3EME MANDAT INCONSTITUTIONNEL DE M. ALASSANE OUATTARA.

4. Pour la FIDHOP et GRADDH-AFRIQUE, la lutte menée par le Peuple souverain de Côte d'Ivoire **pour défendre la Constitution du pays**, contre le Chef de l'Etat Alassane D. OUATTARA et son régime dictatorial du RHDP, **n'est pas encore terminée !** Bien au contraire...

5. Il est juste de reconnaître que dans la mise en œuvre de la **Désobéissance civile**, du **Boycott actif** et du **Conseil National de Transition (CNT)**, la grande coalition de l'opposition, qui est composée de partis politiques et des organisations de la société civile, **a parfois commis quelques erreurs stratégiques**, du fait de manque de communication, des impréparations, ou des improvisations, mais aussi à cause du manque de sincérité de la part de certains membres de cette opposition.



**Fondation Ivoirienne pour les
Droits de l'Homme et la vie Politique**

6. Et pourtant, l'opposition avait bien réussi à prendre le dessus sur le régime au pouvoir. M. Alassane Dramane OUATTARA, qui d'habitude est tellement imbu de sa propre personne, avait été finalement contraint, lui le « dieu sur terre », à courir après un tête-à-tête auprès du Président Henri Konan BEDIE, le 11/11/2020. **Sinon son pouvoir s'écroulait !** Ainsi donc, nos grandes douleurs, notamment le nombre impressionnant de morts et de blessés par les machettes des miliciens du RHDP, à cause de ce 3^{ème} mandat « **qui n'était pas nécessaire** » (dixit le Cardinal KUTWA), et surtout avec cette décapitation macabre de N'GUESSAN Koffi Toussaint à Daoukro, le monde entier a fini par être choqué et le Dictateur d'Abidjan fut traumatisé.

7. Aujourd'hui, quelle est donc la suite de ce noble combat ? Que faisons-nous du viol de notre Constitution ? Le 3^{ème} mandat serait-il donc consommé ? Pour nous à la FIDHOP et à GRADDH-AFRIQUE, c'est NON ! Car, au-delà du Droit, qui donne raison au Peuple de Côte d'Ivoire, c'est une question de **Dignité** et de **Souveraineté de la Nation ivoirienne** qui se pose ; face à un Monsieur à qui la Côte d'Ivoire a tout donné, grâce à Félix Houphouët-Boigny ; mais qui démontre depuis trente ans, qu'il préfère les richesses du pays aux Ivoiriens. Par ses agissements, par cette dictature, M. Alassane Dramane OUATTARA nous donne de conclure qu'il **n'aime ni la Côte d'Ivoire, ni les Ivoiriens !**

8. Le Chef de l'Etat ivoirien peut donc rêver ; il en a le droit. S'il pense pouvoir gouverner tranquillement la Côte d'Ivoire pendant ces cinq prochaines années, alors que son pouvoir n'a aucun fondement constitutionnel et qu'il n'a aucune légitimité, avec ce taux de participation à son élection n'excédant pas les 10%, **il peut bien rêver.** S'il croit que les présences à sa pseudo-investiture, de l'ex-président français Nicolas SARKOZY qui est poursuivi en France pour « association de malfaiteurs » ; ou du Ministre français Jean Yves LEDRIAN, ou des prédateurs économiques français BOUYGUES ou BOLLORE etc., lui suffisent pour demeurer au pouvoir, **M. OUATTARA peut bien rêver !**

9. La FIDHOP et GRADDH-AFRIQUE persistent et signent : depuis le 1^{er} Novembre 2020, M. Alassane Dramane OUATTARA n'est plus le Président de la République de Côte d'Ivoire ! Néanmoins, parce qu'il use des armes de ses milices et d'une partie de l'Armée, de la Gendarmerie et de la Police, il s'impose aux Ivoiriens comme le **Chef de l'Etat.** Mais pour combien de temps ?

10. Pour la FIDHOP et GRADDH-AFRIQUE, la seule issue salutaire à cette crise du 3^{ème} mandat ; l'unique façon de réconcilier toutes les parties et de ramener la paix et la stabilité dans le pays, c'est **le DIALOGUE NATIONAL.** Mais si M. Alassane OUATTARA ne veut pas de la Réconciliation et de la Paix, alors **le combat devra se poursuivre ! Et il se poursuivra ! Parce que, de toutes façons, tôt ou tard, le Peuple souverain de Côte d'Ivoire devra prendre ses responsabilités !**

11. Et quand bien même toute la classe politique de l'opposition viendrait à abdiquer ou à s'aliéner de nouveau devant M. Alassane D. OAUATTARA ; **MOI, Dr BOGA S. Gervais, avec tous mes Amis et Collaborateurs, Nous poursuivrons ce combat, jusqu'au bout ! Nous défendrons toujours les intérêts supérieurs de la Nation ivoirienne !** Et nous sommes convaincus que **les Ivoiriennes et les Ivoiriens**, dans leur large majorité se joindront à Nous, pour défendre Ensemble notre Patrie.

Parce que nous refusons de commettre les pires erreurs du passé, qui ont été commises par nos devanciers, qui ont tous fait confiance à ce Monsieur et qui



Fondation Ivoirienne pour les Droits de l'Homme et la vie Politique

font payer à toute notre Nation leurs erreurs, très cruellement. Nous refusons désormais de commettre les erreurs :

- de Feu le Président Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, qui imposa ce Monsieur comme Premier Ministre dans notre pays, en sachant bien qu'il était d'origine Burkinabé : M. HOUPHOUËT devrait pleurer dans sa tombe en constatant comment ce Monsieur a introduit **la violence dans la politique** en Côte d'Ivoire, à travers le coup d'Etat de 1999, ou la rébellion de 2002 à 2010, ou la décapitation d'un jeune Ivoirien en 2020 ;

- du Président Laurent GBAGBO, qui défendit cet homme hier contre le Président BEDIE et qui lui permit d'être candidat à une élection présidentielle dans notre pays, alors qu'il n'en n'avait pas le droit : M. GBAGBO le sait, il serait mort depuis, crucifié par cet homme sans pitié ;

- de Guillaume SORO, qui prit les armes pour son Mentor hier, à la tête d'une rébellion armée qui fit tant de victimes innocentes, de 2002 à 2010 : aujourd'hui, voici SORO en exil comme nous autres qui avons échappé à la mort à cause de sa rébellion ;

- du Président Henri K. BEDIE, qui accompagna en 2010, à l'Hôtel du Golf puis au Palais présidentiel, le même homme qui fut à l'origine de sa propre chute du pouvoir en 99 ; et M. BEDIE lui offrit même le second mandat de 2015, grâce au deal baptisé « l'Appel de Daoukro » : aujourd'hui le Président HKB a de la chance d'avoir 86 ans, sinon il serait en prison depuis, s'il n'avait pas été tué ;

- de Messieurs Anaky KOBENAN, MABRI-TOIKEUSSEU, Amon TANO, Gnamien KONAN... qui, voulant tous devenir des Ministres, avaient choisi de pactiser avec « **le Diable** » (dixit Prof. Paul YAO N'dré) : tous le paient cash aujourd'hui !

Seules trois personnalités dans notre pays ont osé affronter ce Monsieur, deux qui lui ont brandi leur lettre de démission et qui sont demeurés dignes dans leur silence et un qui eut le courage divin de lui dire la vérité : il s'agit du **Professeur Francis V. WODIE**, l'ex-Président du Conseil Constitutionnel qui démissionna ; de même que **M. Daniel Kablan DUNCAN**, l'ex-Vice-Président de la République ; et surtout du **Cardinal KUTWA**.

Devant toutes ces violences et horreurs politiques, qui totalisent aujourd'hui plusieurs milliers de morts parmi nos Compatriotes, **il nous faut dire STOP ! Nous devons plutôt MORALISER ou assainir la vie politique dans notre pays.** C'EST POURQUOI, Nous, à la FIDHOP et à GRADDH-AFRIQUE, nous avons décidé **d'user de tous les moyens juridiques et démocratiques possibles**, pour qu'un jour, ce Dictateur et son régime répondent de tous leurs crimes commis en Côte d'Ivoire : aussi bien les crimes humains que les crimes économiques. **Et nous comptons sur les Ivoiriens pour gagner ce combat.**

12. A ce stade de notre Déclaration, au nom de tous les Membres de la FIDHOP et de GRADDH-AFRIQUE et à l'occasion de cette première Conférence de presse du Nouvel an 2021, je voudrais adresser ces quelques mots aux Ivoiriennes et aux Ivoiriens.

Chers Compatriotes ; Ivoiriennes et Ivoiriens :

- Nous vous réitérons nos très sincères condoléances et notre profonde compassion, surtout à toutes les familles des victimes des barbaries du régime-



Fondation Ivoirienne pour les Droits de l'Homme et la vie Politique

Ouattara, depuis le 6 Août 2020, date de l'annonce de sa Haute trahison de violer la Constitution pour brigant un troisième mandat, jusqu'à ce jour ;

- **Nous vous réaffirmons notre engagement**, celui de la FIDHOP et de GRADDH-AFRIQUE, de tout mettre en œuvre afin que **justice soit rendue pour toutes les victimes**, à travers des juridictions internationales : tous ces morts ne resteront pas impunis ; notre cher N'GUESSAN Koffi Toussaint ne sera pas décapité en vain !

- **Nous vous félicitons, cher Peuple de Côte d'Ivoire**, surtout notre Jeunesse, qui s'est mobilisée à travers tout le pays, dans le cadre de la Désobéissance civile et du boycott actif. **Bravo à vous tous qui avez répondu à l'appelle de la Patrie !**

- **Nous en profitons pour vous dire un grand Merci, à vous chers compatriotes de la Diaspora et à tous les amis et les membres de la FIDHOP**, pour avoir massivement contribué, financièrement, **aux Cagnottes** que la FIDHOP a initiées dans le cadre de l'élection présidentielle meurtrière de 2020 : la première cagnotte d'avant l'élection a permis **d'acheter des timbres pour que des milliers d'Ivoiriens puissent s'inscrire sur les listes électorales afin de jouir de leur Droit de vote** ; et la deuxième cagnotte a permis de **secourir des victimes, des blessés lors des manifestations contre le 3^{ème} mandat**, à Bonoua, à Dabou, à Divo et à Duekoue, où des kits sanitaires ont été déposés dans les centres hospitaliers.

- **Enfin, Je voudrais personnellement vous renouveler aujourd'hui, à vous mes chers Compatriotes, mon Engagement sincère, devant DIEU, de me consacrer et même de me sacrifier corps et âme, pour la Défense de la Vérité, de la Justice et des Droits de l'Homme ; mais aussi et surtout de redoubler ma détermination à défendre la Dignité et la Souveraineté de notre Patrie la Côte d'Ivoire !** De sorte qu'après ces longues années de crises meurtrières, plus jamais personne, aucun politicien ne vienne assujettir notre pays et tuer les Ivoiriens, tel que M. Alassane D. OUATTARA et ses amis de la rébellion d'hier et du RHDP l'ont fait et le font subir à notre Nation.

II- CONCERNANT LA PARTICIPATION OU NON DE L'OPPOSITION AUX ELECTIONS LEGISLATIVES SOUS CE 3EME MANDAT.

13. « ***Nous allons à ces élections pour prouver au monde entier que le RHDP, s'il ne triche pas, est minoritaire en Côte d'Ivoire...*** », a soutenu la plate-forme de l'opposition ivoirienne lors de la Conférence de presse explicative du jeudi 7 Janvier dernier à Abidjan.

Ces propos ne sont guère rassurants pour la FIDHOP et GRADDH-AFRIQUE. Pourquoi ? Parce que, justement, le RHDP va tricher ! Déjà, avant même l'ouverture des votes, **le régime-Ouattara a déjà triché** : il suffit de regarder **le découpage électoral**, qui lui garantit déjà une large majorité des Députés.

Mais au fond, pourquoi prendre part à des législatives qui sont organisées sous **un 3^{ème} mandat inconstitutionnel** de M. Alassane D. OUATTARA ? De surcroit, avec **quasiment les mêmes conditions d'organisation** que l'élection présidentielle chaotique ? **La CEI a-t-elle changé ? Non ! Les décisions de la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples sur la CEI sont-elles prises en compte ? Non !** Plus grave : **les listes électorales ont-elles été auditées ? Non !** Sommes-nous sûrs que



**Fondation Ivoirienne pour les
Droits de l'Homme et la vie Politique**

nos militants et sympathisants sont bien inscrits sur les listes électorales ? Nous en doutons !

14. Pire, la FIDHOP et GRADDH-AFRIQUE **s'interrogent et s'inquiètent surtout du sort des prisonniers du fait du combat contre le 3^{ème} mandat du Chef de l'Etat ivoirien.** Si le Prof. et ex-ministre GUIKAHUE est sorti de la prison pour la France pour des raisons médicales ; et que l'ex-premier ministre Pascal Affi N'GUESSAN a été récemment libéré ; **qu'en est-il de Pulchérie Edith GBALET ?** Quel crime a-t-elle donc commis, cette actrice de la Société civile ? Et les pauvres **dames du mouvement GPS de Guillaume SORO**, qui n'ont pas pris des armes (cette fois-ci), mais qui ont simplement marché pacifiquement, pour dire Non au viol de la Constitution ? Et pourquoi **des Députés, des élus de la Nation** sont-ils encore en prison, au mépris de la loi fondamentale ? Pourquoi **KOUA Justin** est-il encore en prison, que lui reproche-t-on ? Et le Secrétaire Général de EDS incarcéré dans l'affaire du jeune Serge KOFFI dit « le Drone » ? Et tous **ces officiers supérieurs** injustement emprisonnés depuis la crise postélectorale de 2010-2011, etc. ?

15. En outre, la FIDHOP et GRADDH-AFRIQUE **trouvent anormal** que certains Leaders politiques de l'opposition n'aient pas pris le temps de faire ce **bilan indispensable** de la lutte contre le 3^{ème} mandat, avant d'**annoncer brutalement leur décision d'aller aux législatives dans ces conditions.** Pourtant les Ivoiriennes et les Ivoiriens sont en droit d'attendre des explications de la part de leurs leaders, avant de décider de les accompagner ou pas.

16. Pour la FIDHOP et GRADDH-AFRIQUE, cette démarche de l'opposition a été peu respectueuse à l'égard de ce Peuple qui a consenti tant de sacrifices en soutenant l'opposition. Nous assumons ce mea-culpa, car pour nous, la vie politique doit se fonder sur **des Valeurs et sur une Ethique : le Respect du Peuple ; la Loyauté envers le Peuple ; et la Constance dans la posture politique.**

17. En conséquence de ce qui précède, la FIDHOP et GRADDH-AFRIQUE prennent Acte de la décision des leaders politiques de l'opposition de participer aux élections législatives sous ce 3^{ème} mandat inconstitutionnel d'Alassane OUATTARA ! Mais nous ne prendrons pas part à une telle élection !

18. Ce qu'il convient donc de retenir clairement, à la question de savoir quels sont les principaux arguments évoqués par Dr BOGA SAKO et la FIDHOP et GRADDH-AFRIQUE au sujet des prochaines législatives, ce sont les deux raisons suivantes.

Premièrement : parce que ces élections législatives sont organisées par **un pouvoir illégal, inconstitutionnel** (un pouvoir hors-la-loi) ; et elles se tiendront dans **les mêmes conditions anti-démocratiques** que la présidentielle d'octobre 2020.

Deuxièmement : parce que la FIDHOP et GRADDH-AFRIQUE restent convaincus que ce RHDP-là, si on le laisse encore organiser seul cette élection, **il va encore tricher ;** et ces législatives vont encore entraîner **d'autres troubles graves** dans le pays ; et même engendrer **d'autres morts d'hommes encore** dans plusieurs villes.

DES LORS, parce que nous ne voulons plus de morts pour des élections en Côte d'Ivoire, nous conseillons, très vivement à l'opposition ce qui suit : **inscrire les candidats, mais suspendre toute participation, tant que toutes les conditions ne seront pas remplies. Et si le pouvoir s'y refuse, alors il faut paralyser ces législatives comme lors de la présidentielle dernière !**



Fondation Ivoirienne pour les Droits de l'Homme et la vie Politique

Par cette interpellation, c'est un MESSAGE que nous adressons à la NOUVELLE GENERATION DE LEADERS IVOIRIENS, militant dans les partis politiques, comme animant la Société civile ; surtout à la Jeunesse :

Chers Frères et Sœurs, Nous voulons tous être des Ministres, ou des Députés, ou des Maires..., pour servir notre pays, cela est bien noble ; mais nous devrions d'abord nous battre pour que la Côte d'Ivoire soit **un vrai Etat de Droit, une vraie Démocratie, où l'on respecte les Droits de l'Homme, les Droits de chaque Ivoirienne et de chaque Ivoirien**. Ceci est beaucoup plus important que les postes politiques que nous occuperions dans le sang de nos compatriotes !

Car, nous devons nous instruire des erreurs du passé, pour bâtir **une CÔTE D'IVOIRE NOUVELLE ; avec UN IVOIRIEN NOUVEAU, qui aime vraiment son pays, plus que les postes politiques !**

III- S'AGISSANT DU RETOUR D'EXIL DES LEADERS IVOIRIENS.

19. La FIDHOP et GRADDH-AFRIQUE déplorent le fait que dans son Discours à la Nation du jeudi 31 Décembre dernier, le Chef de l'Etat Alassane D. OUATTARA n'ait pas évoqué la question du retour en Côte d'Ivoire de l'ex-Président de la République Laurent GBAGBO. Pourtant, ce retour au pays est avant tout un Droit de l'Homme – Article 9 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme : « **Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé.** » Et Article 22 de la Constitution ivoirienne : « **Aucun Ivoirien ne doit être contraint à l'exil.** »

20. De plus, **ce retour de M. GBAGBO et celui de tous les exilés dans leur pays devrait constituer une étape importante dans la Réconciliation nationale** ; parce que la Côte d'Ivoire a besoin de toutes ses filles et de tous ses fils pour construire la Paix et le développement du pays.

21. C'est pourquoi, le Président-Fondateur de la FIDHOP et de GRADDH-AFRIQUE lance encore une fois, **un appel solennel au Chef de l'Etat ivoirien**, afin qu'il facilite le retour du Président Laurent GBAGBO et de tous les exilés dans leur pays.

En ce qui concerne son retour en Côte d'Ivoire, **Dr BOGA Sako Gervais se dit psychologiquement prêt**, et ce depuis au moins trois ans, **à regagner enfin sa Patrie en cette année 2021**. Toutefois, il situe son retour très probablement après ces élections législatives, si elles avaient lieu en l'état.

Et c'est dit !

PUISSE DIEU BENIR LA CÔTE D'IVOIRE...

Fait à PARIS, le 10 Janvier 2021

Dr BOGA SAKO GERVAIS

Président-Fondateur de la FIDHOP et de
GRADDH-AFRIQUE
Ecrivain-politique